



Contact : Pierre BOUKHALFA  
2, avenue Pierre Mendès France  
74960 CRAN GEVRIER  
04.50.46.84.34  
mél : [pierre.boukhalfa@worldonline.fr](mailto:pierre.boukhalfa@worldonline.fr)  
Site : <http://galopin74.free.fr>

## SOLIDARITE POUR LE PEUPLE TIBETAIN ... ET LES AUTRES

La répression qui frappe les Tibétains qui refusent l'occupation de leur pays par la Chine est inacceptable. Inadmissible tant en regard du droit international qu'en matière de droits de l'Homme, elle est par ailleurs l'occasion d'une campagne médiatique qui permet à certains de piétiner allègrement droit international et droits de l'Homme et pour d'autres de se refaire une virginité.

Ainsi, nombre de ceux qui plaident énergiquement pour un boycott des Jeux Olympiques à Pékin s'insurgeaient il y a un mois contre le boycott du Salon du Livre de Paris, dont Israël était invité d'honneur. Or Israël comme la Chine occupe depuis des décennies un territoire et persécute le peuple qui y vit.

L'occupation israélienne est même pire que l'occupation chinoise avec les colonies protégées par de multiples check-points, les bantoustans régulièrement bouclés et victimes de raids meurtriers et les milliers de prisonniers politiques parmi lesquels des centaines d'enfants. Si le réel développement économique du Tibet par la Chine ne justifie en aucun cas son occupation, il pourrait faire rêver les Palestiniens condamnés par l'occupation israélienne à une misère endémique.

Autre peuple oublié, occupé depuis des décennies, le peuple kurde subit la répression turque dans l'indifférence générale de la communauté internationale, des mass-média et même de nombre de défenseurs des droits de l'Homme.

Enfin, même si leurs invasions sont plus récentes, la Tchétchénie, l'Afghanistan et l'Irak subissent une occupation meurtrière et la mise en place de régime fantoches au profit de la Russie et des U.S.A..

Chine, Russie, USA (et ses satellites) violent le droit international et les droits de l'Homme dans les pays qu'ils occupent. Ce sont aussi les plus acharnés en matière de peine de mort, même si l'on peut se féliciter que le dissident étasunien Mumia Abu Jamal, après plus d'un quart de siècle dans le couloir de la mort, ait enfin bénéficié d'une décision de justice qui remet en cause sa condamnation à mort, laquelle a eu lieu suite à un procès dont tout le monde sait désormais qu'il a été truqué.

Mais d'autres crimes se préparent. Nicolas Sarkozy, malgré la rigueur (on dit maintenant gestion sérieuse) a trouvé une centaine de millions d'euros pour envoyer 700 Français faire les Jeux Olympiques en Afghanistan ! Car la puissance militaire de Washington ne réussit pas plus à dominer ce pays que celle de Moscou il y a vingt-cinq ans...

Le récent sommet de l'OTAN n'est pas non plus une bonne nouvelle pour les peuples de la planète. L'Alliance, prétendument défensive face à la « menace soviétique », se transforme peu à peu en gendarme du monde au mépris de la communauté internationale et notamment de l'O.N.U.. Or, la doctrine belliciste des néo-conservateurs étasuniens, reprise par l'OTAN, est de préférer la « guerre préventive » à la négociation. Le gouvernement français, qui choisit ce moment pour réintégrer l'OTAN, ne se met pas en position de pouvoir négocier sereinement avec les pays qui ont rompu avec Washington.

Encore plus grave, la doctrine de l'OTAN, reprise par les mêmes est l'utilisation offensive de bombes nucléaires. Lorsque ces armes étaient destinées à la dissuasion, et donc à ne pas être utilisées, les pays du « club atomique » pouvaient justifier le refus de la prolifération. Si ces armes deviennent des armes comme les autres, de quel droit pourra-t-on justifier l'interdiction de leur production par tout pays s'estimant menacé par l'OTAN, et en premier lieu l'Iran ?

Le sursaut citoyen qui suit la campagne médiatique en faveur du Tibet doit permettre de porter haut les revendications suivantes :

- retrait des troupes d'occupation du Tibet, de Palestine, du Kurdistan, de Tchétchénie, d'Afghanistan, d'Irak ; au besoin, que des casques Bleus de l'ONU viennent sécuriser certaines zones, comme à la frontière israélo-libanaise
- libération de tous les prisonniers politiques et droit au retour de tous les exilés
- abolition universelle de la peine de mort
- dissolution de l'OTAN
- désarmement généralisé, et notamment destruction des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques
- suppression du droit de veto au Conseil de Sécurité de l'ONU